

dans un état assez prospère, un peu plus même qu'avant la guerre, à cause de la grande quantité d'argent que les dépenses nécessaires avaient fait mettre en circulation.

Vers la fin de l'année 1837, pour reprendre l'histoire domestique du pays, les dissensions politiques dont nous avons parlé plus haut, aboutirent à une rébellion armée qui s'éleva dans les deux provinces canadiennes, mais qui fut promptement reprimée, spécialement dans le Haut-Canada, où elle fut confinée à une partie relativement peu considérable de la population, et se produisit à un moment où le gouvernement provincial sous Sir F. B. Head, était supporté par une grande majorité, dans le corps législatif.

Comme résultat de ces troubles, le gouvernement Impérial décida d'envoyer un commissaire spécial chargé de faire une enquête complète non seulement sur la situation canadienne, mais sur l'état général de toutes les provinces du nord de l'Amérique, car toutes avaient souffert à un degré plus ou moins élevé des troubles politiques, pour savoir s'il ne serait pas possible d'apaiser l'irritation et, par certains changements judicieux, de permettre aux choses, dans toutes les provinces, de fonctionner sur une base satisfaisante. Le commissaire choisi fut le Comte de Durham, genre du second Comte Grey, homme d'un talent remarquable, et ayant des idées libérales avancées.

Celui-ci arriva à Québec le 29 mai 1838, avec les pouvoirs de Gouverneur Général de toute l'Amérique Britannique du Nord. Son séjour dans le pays ne dura que cinq mois, mais il put cependant, en janvier 1839, déposer devant le gouvernement britannique un rapport complet traitant principalement des affaires des deux Canadas. Il reconnut, comme on avait pu s'y attendre, que le temps était venu d'accorder une plus grande somme d'indépendance politique aux deux provinces, et, sans indiquer l'étendue qu'il était prêt à donner au principe, il fit comprendre clairement que, dans son opinion, le principal remède à appliquer était le "gouvernement responsable." Cependant, l'établissement de ce gouvernement ne pouvait se faire que par une réunion des provinces, afin de satisfaire les deux races qui se partageaient le Canada, et d'obtenir autant que possible, leur concours harmonieux pour assurer les destinées du pays. Les autorités impériales approuvèrent la suggestion, qu'elles reconnaissaient cependant devoir entraîner de très grandes difficultés. Il est possible que Lord Durham eût été chargé de réaliser cette suggestion s'il n'eût pas résigné très vivement ses pouvoirs, à cause de la critique qu'une de ses mesures particulières avait rencontrée dans le Parlement britannique, critique contre laquelle le gouvernement ne l'avait pas, dans son opinion, protégé comme il eût dû le faire. L'homme qui, dans les circonstances, fut désigné pour accomplir cette tâche, fut Charles Poulett Thomson, élevé ensuite à la pairie sous le nom de Baron de Sydenham et Toronto.

Thomson arriva à Québec en octobre 1839, et s'appliqua avec une grande ardeur à la tâche qu'on lui avait confiée, et dont la partie la plus difficile était de rendre la proposition acceptable à la province du Haut-Canada, alors en pleine possession de ses droits constitutionnels. Comme on l'a déjà dit, la constitution du Bas-Canada avait été suspendue et avait été remplacée par la nomination d'un Conseil Spécial à pouvoirs limités. Après des négociations très énergiques, Thomson réussit à